



Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Synthèse de l'actualité

27 mars 2012

Action institutionnelle

Bretagne : accord cadre sur l'égalité professionnelle

Le 8 mars a eu lieu à Rennes, la signature de l'accord cadre sur l'égalité professionnelle, entre l'Etat et la Chambre de commerce et d'industrie de la région Bretagne, en présence de Marie-Anne MONTCHAMP, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la cohésion sociale. Cet accord-cadre triennal a pour objectif de poursuivre la collaboration de la CCI de Bretagne avec l'Etat dans la lutte contre les inégalités faites aux femmes, notamment au niveau professionnel. Il mobilise leurs réseaux respectif pour mettre en œuvre les quatre axes de travail suivants :



« mieux connaître les femmes qui portent un projet et avoir un suivi de l'évolution de la part des femmes qui créent ou reprennent une entreprise en Bretagne » ; « promouvoir l'égalité professionnelle auprès des entreprises en valorisant notamment les dispositifs de soutien et les services de l'Etat (chargées de mission départementales aux droits des femmes et à l'égalité placée dans les directions départementales de la cohésion sociale et/ou de la protection des populations, Unité territoriale de la DIRECCTE) en charge de leur promotion ou mise en œuvre » ; « développer l'apprentissage au féminin » ; et « mettre en place des actions transversales dans le réseau des Chambres de commerce et d'industrie en Bretagne ». Une étude sur l'entrepreneuriat par les femmes en Bretagne (téléchargeable sur le site de la préfecture de région) a été réalisée dans le cadre de cette collaboration par la CCI. A l'occasion de cette signature, Marie Anne MONTCHAMP a visité l'organisme de formation **Buroscope**. Spécialisé dans les formations informatiques, tertiaires et web, **Buroscope** a été créé en 1984 par Anne LE MENN, lorsqu'elle était « *secrétaire au chômage, avait 27 ans et pas de diplôme* » et compte actuellement 28 collaborateurs, majoritairement des femmes « *parce que les métiers de la formation sont essentiellement féminins* », précise Anne LE MENN. Au-delà des formations proposées, **Buroscope** œuvre aussi à la réinsertion professionnelle des seniors via l'action « 50 ans et compétents-tes » et s'investit dans le parrainage de créatrices et créateurs d'entreprises. La ministre a par ailleurs participé à un temps d'échange avec le réseau d'entreprise « Egalité » mis en place par la fondation **FACE** qui rassemble une quarantaine d'entreprises et entendu le témoignage de cheffes d'entreprises engagées dans le réseau de marrainage « TandemE » pour l'emploi ainsi que leurs filleules.

<http://www.bretagne.pref.gouv.fr/>

Quotas de femmes hauts fonctionnaires : les pénalités financières



François SAUVADET, ministre de la Fonction publique, a dévoilé dans **Le Figaro** du 26 mars son projet de décret fixant les futures pénalités financières qui seront appliquées aux administrations ne respectant pas l'instauration progressive, adoptée début mars, d'un quota de femmes parmi les nominations de hauts fonctionnaires. Selon le projet, les sanctions s'établiront à compter du 1^{er} janvier 2013 et jusqu'en 2014 à 30 000 euros « *par unité manquante* », puis 60 000 euros de 2015 à 2017 et enfin 90 000 euros au-delà de cette date. Selon le ministère de la Fonction publique, près de 5 000 emplois sont concernés par la mise en place de ces quotas, dont 3 000 dans la Fonction publique d'Etat (préfets, ambassadeurs, recteurs, etc.), 1 600 dans la Territoriale et 400 dans les hôpitaux. Le décret, transmis aux organisations syndicales doit être examiné le 11 avril lors du **Conseil commun de la fonction publique** (CCFP), nouvelle instance chargée des questions touchant l'ensemble des 5,3 millions d'agents. Mais les syndicats, qui à l'exception de la CGC, ont boycotté le dernier **Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat** (CSFPE) et ont annoncé à nouveau leur refus de participer à une réunion le 26 mars, pourraient de nouveau faire faux bond au ministre de la Fonction publique. La fonction publique sera « *mise à l'amende en cas de non-respect de la parité* », annonce des brèves du **Parisien** et des **Echos** du 27 mars.

La situation économique et sociale des hommes et des femmes en Espagne

L'**Institut national de la statistique** espagnol (INE) vient de publier l'édition 2012 du rapport statistique sur « Les hommes et les femmes en Espagne ». Ce document est une étude comparative contenant toute une série d'indicateurs permettant d'analyser la situation respective des hommes et des femmes espagnols dans divers secteurs économiques et sociaux tels que l'éducation, l'emploi, les salaires ou l'exclusion sociale (information de la **Fondation Robert Schuman**).

[Retrouver le rapport sur le site de l'INE espagnol](#)



Egalité et non discrimination

Clichés sexistes : en rire pour les dépasser

A l'occasion de la rencontre nationale sur l'égalité entre les femmes et les hommes qu'elle a organisée le 8 mars (synthèse du 12 mars), la CGT avait réalisé un petit film à sketches humoristiques de dix minutes afin de pointer les préjugés sexistes qui participent à ce que les femmes restent encore à l'écart des responsabilités syndicales au sein même de l'organisation. L'équipe de communication de la centrale syndicale a épluché des dizaines de témoignages vécus qui ont servi à l'écriture de ces petites « histoires vraies ».

[Voir le film sur le site de la CGT](#)



Tunisie : de la une de « Libération » au combat contre la désillusion



Libération du 21 mars consacrait son portrait de dernière page à Ameni GHIMAGI. « *En janvier 2011, cette étudiante tunisienne manifestait en une de Libération. Depuis, elle combat la désillusion* » explique le quotidien qui raconte : « *Ameni GHIMAGI a fait la une de Libération, le 15 janvier 2011. La veille, juchée sur les épaules d'un copain, la jeune femme a surgi de la foule massée devant le ministère de l'Intérieur, criant et tendant bien haut une feuille de classeur barrée d'un « Ben Ali dégage ».* Ce qui fut fait dès ce soir-là. Ameni (« souhaits », en arabe) s'est retrouvée allégorie d'un soulèvement populaire spontané, aux slogans universalistes. Sans couleur politique, sans aspirations religieuses. Où les jeunes et les femmes étaient en première ligne ». « *C'est moi, cette fille sur la photo ?* » s'étonne-t-elle devant le journaliste de « Libé », sortant de son sac

une mini-une plaquée sur un bout de bois. « *La couverture du journal a eu son petit succès en Tunisie, inspirant des souvenirs de pacotille* ». « *Je ne reconnais pas mon visage, mais j'y reconnais les émotions que je ressentais ce jour-là, l'envie de changer les choses* » raconte-t-elle...

Egalité dans la vie professionnelle

Casino : premier accord-cadre sur l'égalité professionnelle

Le groupe **Casino** et six organisations syndicales (CFE-CGC, SNTA-FO, Autonome, CFDT, CFTC, UNSA) ont signé le 21 novembre 2011 un premier accord-cadre relatif à l'égalité hommes-femmes. Le texte de l'accord porte sur cinq thématiques majeures : le recrutement, la formation, la rémunération, l'évolution professionnelle et la parentalité. Il porte également sur la valorisation auprès des femmes des postes d'encadrement, notamment de terrain, et prévoit différentes actions, entre autres pour lutter contre les stéréotypes. Il contient aussi une série de mesures pour faciliter l'accès des collaboratrices aux dispositifs de formation et des dispositions sur la rémunération (égalité à l'embauche, réduction progressive des écarts existants, revalorisation des contrats à temps partiel). Il vise enfin à assurer une équité de traitement en matière d'évolution professionnelle et un meilleur équilibre entre l'activité professionnelle et la responsabilité familiale avec, par exemple, la poursuite de partenariats pour la concrétisation de projets de crèches interentreprises. L'accord groupe sera décliné pour chaque branche et filiale dès le début de l'année 2012. (D'après l'AEF).

Pour la revalorisation des métiers féminisés

L'**Organisation de Femmes Egalité pour l'émancipation et le progrès social** publie régulièrement un journal dont le numéro 64 vient de paraître. On signalera au sommaire de ce numéro les nombreux témoignages d'employées du commerce, syndicalistes, du centre commercial de la Part Dieu-Oxygène (Lyon), de Carrefour Market et Monoprix, des ATSEMS des écoles maternelles, des travailleuses dans l'aide à la personne. Elles témoignent de leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions, contre la précarité et pour l'augmentation des salaires et pointent la non reconnaissance des compétences et des pénibilités des métiers féminisés. La revalorisation de ces métiers est indispensable, selon l'association, « *pour avancer vers l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes* ». Dans le même numéro on lira aussi les témoignages des ouvrières de Lejaby et des employées de Cofinoga sur leurs actions contre les licenciements.



[Lire des extraits ou commander le journal sur le site de Femmes égalité](#)

Le débardage en forêt, au féminin

Le Soir du 26 mars dresse le portrait de Caroline MICHAUX-NERARD, « *petite citadine* », qui, très jeune, « *a croisé le regard d'un cheval de trait ardennais* ». Cet attachement au robuste animal lui est resté. A 33 ans, elle vient de s'acheter son cheval. Une jument de trois ans et demi, baptisée LISA. La jeune femme l'a acquise grâce au Prix Benjamin LORCE. Elle en est la lauréate 2011 avec, à la clé, une aide de quatre mille euros. La jeune femme s'est lancée depuis plusieurs mois dans le débardage en forêt, « *un métier exigeant où il ne faut pas avoir peur des longues journées* » (le débardage est une technique qui consiste à transporter les arbres abattus de leur lieu de coupe vers une route ou un lieu de dépôt provisoire, le débardage à cheval respecte les sols et la forêt NDR).

Une femme candidate à la présidence de la Banque mondiale

Ministre des finances du Nigeria, Ngozi OKONJO-IWEALA est l'un des trois candidats à la présidence de la **Banque mondiale**, avec l'Etatsunien Jim YONG KIM et le Colombien José Antonio OCAMPO. Ancienne directrice générale de l'institution, Ngozi OKONJO-IWEALA estime que la création d'emplois dans les pays en développement passe par le développement des infrastructures, notamment grâce à la coopération Sud-Sud et au partenariat public-privé (**Le Monde** du 28 mars).



Parité politique

*Dans la perspective de l'élection présidentielle qui aura lieu les **dimanche 22 avril et 6 mai 2012** nous consacrons deux rubriques « parité politique » aux questions de droits des femmes et d'égalité dans les débats de la campagne et à l'action des associations féministes en vue de l'élection présidentielle.*

*Nous commençons par un petit tout d'horizons de différentes propositions rendues publiques à l'occasion de la campagne. Dans notre prochaine synthèse nous indiquerons les grandes lignes des différents programmes des candidats encore en lisse. Les droits des femmes sont-ils « le grand absent de la présidentielle » comme semblait l'indiquer le sondage **CSA-Terrafemina** du 22 février selon lequel 34 % des Français ne voyaient aucun candidat « à l'écoute sur ce sujet » ?*

Le féminisme s'invite dans la campagne pour l'élection présidentielle

Plusieurs associations ont interpellé les candidates et les candidats à l'élection présidentielle. Nous avons évoqué dans ces pages (synthèses des 28 février et 6 mars) les **Féministes en mouvement**, la soirée d'interpellation du 7 mars et leur manifeste « Mais qu'est-ce qu'elles veulent... encore ! », ou **Paroles de femmes** et les **Marianne de la diversité**, leur soirée annuelle et leur appel du 6 mars « Ce que veulent les femmes ». Nous avons également signalé la publication de « Femmes hommes. Enfin l'égalité ? », un ouvrage collectif regroupant 111 propositions opérationnelles sous la direction de Nathalie PILHES, présidente de l'**Assemblée des femmes** de Paris-Ile-de-France, et Gilles PENNEQUIN, vice-président de l'**Atelier de la République**, think tank indépendant, publie aux éditions **Eyrolles** (synthèses des 16 et 24 février). Faute de place et de temps on ne pourra malheureusement pas signaler ici l'ensemble des communiqués d'associations (**CNDF**, **Osez le féminisme**, **Femmes solidaires**, **Femmes 3000**, etc.) ou de tribunes politiques publiées depuis le début de l'année en vue de la prochaine élection présidentielle. Plusieurs journaux et médias ont également analysé l'influence des féministes sur la campagne présidentielle, beaucoup de grain féministe à moudre pour les candidates et les candidats à présidence de la République.



Vingt propositions des femmes scientifiques et ingénieures pour préparer l'avenir

De nombreuses associations agissant pour l'égalité entre les femmes et les hommes ont fait des propositions dans le cadre des élections présidentielles. Les associations **Femmes et mathématiques**, **Femmes & Sciences** et **Femmes Ingénieures** ont choisi d'aborder ensemble le sujet « *par un angle original en élaborant des propositions pragmatiques à l'efficacité reconnue, au coût marginal et nécessitant surtout une volonté politique, pour un objectif dont l'intérêt général est évident* ». Ces associations ont fait des propositions pour l'avenir des sciences et pour la place des femmes dans les sciences et les technologies. Nombreuses de ces propositions sont liées à l'éducation et à l'université, et interpellent les candidat-e-s à la Présidence de la République. La vingtaine de propositions sont classées en quatre thèmes : « *Déconstruire les idées reçues de la société concernant les femmes et les sciences* » ; « *encourager l'orientation des jeunes et plus particulièrement des jeunes filles vers les filières scientifiques et techniques* » ; « *repenser la place des sciences et de l'ingénierie dans l'éducation* » ; « *faciliter la carrière des femmes scientifiques, techniciennes et ingénieures* ». Un site web a été créé pour faciliter l'accès à ces propositions, publier les réponses des candidates et candidats, et recueillir les soutiens individuels.

[Retrouver les propositions des associations](#)

Le tour de France du Laboratoire de l'Égalité

Tout au long de cette campagne le **Laboratoire de l'égalité** organise une véritable tour de France de réunions et de débats autour de son Pacte pour l'égalité (synthèses des 2 mars, 24 juin, 14 et 23 septembre 2011). Le Laboratoire a mis en ligne le 23 février une enquête de **Médiaprim** montrant quel candidat incarnait le mieux les sujets défendus par le Laboratoire de l'égalité dans le cadre de son Pacte (égalité salariale, promotion d'une culture de l'égalité, développement des modes de garde pour la petite enfance, mise en place de la parité...). Le 22 mars, le Laboratoire a diffusé un communiqué pour indiquer que François HOLLANDE, Eva JOLY et Jean-Luc MELENCHON ont d'ores et déjà signé le Pacte et qu'ils « *se sont ainsi engagés à mettre la question de l'égalité femmes-hommes au cœur de la campagne, et à prendre des mesures concrètes en cas d'élection à la présidence de la République* ». Le Laboratoire appelle donc les candidates et aux candidats qui n'ont pas encore signé à le faire. « *Nous appelons aujourd'hui Nathalie ARTHAUD, François BAYROU, Nicolas DUPONT-AIGNAN, Philippe POUTOU et Nicolas SARKOZY à venir débattre avec nous des propositions que nous formulons, et à signer à leur tour le Pacte pour l'égalité* » demande l'association.

[Retrouver le pacte, l'enquête et les communiqués sur le site du Laboratoire](#)

Plate-forme 2012 pour une autonomie politique des femmes



La **Grande Loge féminine de France** (GLFF) s'est adressée aux candidates et aux candidats à l'élection présidentielle, pour connaître leurs propositions et leurs engagements concrets sur deux enjeux majeurs « *de la démocratie française en matière de promotion et de respect des droits des femmes et d'application et de sauvegarde vigilantes de la laïcité dans la République* ». La GLFF a donc envoyé aux candidates et candidats un document intitulé « Plate-forme 2012 pour une autonomie politique des femmes ». Pour la GLFF, le constat est « *sans appel : le monde politique, le milieu culturel et social, le monde du travail, entretiennent et pérennisent de graves inégalités à l'encontre des femmes. Leurs conséquences sont un vrai fléau social : précarité, violences, insuffisances éducatives, etc., ce qui compromet la démocratie et compromet la société tout entière* ».

[Retrouver la plate-forme sur le site de la GLFF](#)

Les entreprises de services la personne interrogent les candidats

Les entreprises de services à la personne ont aussi interpellé les candidat-e-s à l'élection présidentielle pour connaître leurs intentions sur un domaine qui touche au quotidien des Français et est devenu, ces dernières années, le premier secteur créateur d'emplois en France. Le 13 mars, Maxime AIACH, président de la **Fédération du service aux particuliers** (FESP) et plusieurs chefs d'entreprises représentatifs du secteur des services à la personne ont présenté au **Press Club**, à Paris, le questionnaire qu'ils transmettent aux candidats à l'élection présidentielle 2012 dans le cadre de l'opération « 2012, votez services à la personne ! » initiée par la fédération.

[Retrouver l'information sur le site de la fédération du service aux particuliers](#)

Questions réponses pour Pas de bébés à la consigne

Le collectif **Pas de bébés à la consigne** a été créé au printemps 2009. Depuis, il se mobilise notamment contre le décret dit « décret MORANO », réformant l'accueil collectif des jeunes enfants, et publié en juin 2010. Quinze associations et syndicats partie prenante du collectif ont déposé en août 2010 un recours en annulation de ce décret, recours rejeté par le conseil d'Etat en janvier dernier. Après l'interpellation des candidat-e-s à la présidentielle en matière de politiques de la petite enfance, le collectif a organisé un débat le 20 mars dernier en présence de représentants des partis politiques.

[Retrouver les questions et les réponses des candidats sur le site du collectif](#)

Egalité dans la vie personnelle et sociale

« Avoir un enfant si je veux, quand je veux, c'est mon droit et c'est la loi ! »

« Depuis Septembre c'est la 7^{ème} fois que des intégristes catholiques prétendent s'installer à la porte de l'hôpital TENON, pour culpabiliser les femmes et faire pression sur le personnel hospitalier et la population du 20^e. Quarante ans après les luttes des femmes des années 70 et l'adoption de la loi Veil, il s'agit là d'une véritable offensive contre le droit des femmes de choisir. Rappelons le, ce droit se concrétise aussi par le droit d'avorter ». Le **Collectif Tenon** sonne l'alerte dans un communiqué au ton assez grave diffusé pour appeler à un rassemblement devant l'hôpital Tenon le **samedi 31 mars** à 10 heures 30. En effet, selon le collectif, « les intégristes catholiques, l'extrême droite veulent continuer leur sale



besogne et revenir le 31 Mars ». Les associations et organisations regroupée au sein du collectif appellent donc « à leur refuser l'accès à l'hôpital » et combattre « tout prosélytisme remettant en cause les droits des femmes ». « Avoir un enfant si je veux, quand je veux c'est mon droit et c'est la loi ! » clame le collectif Tenon.

Egypte : des salafistes expulsés d'un salon de beauté à coups de canne

Une petite nouvelle assez rare pour être rapportée et lue sur **slate.fr** citant le site de la télévision **al Arabiya**. « En entrant dans ce salon de beauté à Benha (dans le delta du Nil), ils ne pensaient pas recevoir tel accueil. Dans une démarche semblable à celle de la police des mœurs en Arabie Saoudite, des salafistes égyptiens ont visité un salon de beauté pour vérifier que l'établissement était conforme à la loi islamique sur les femmes. Mais au lieu de se conformer aux demandes des salafistes ou d'appeler à l'aide, les femmes ont pris les choses en mains et les ont bouté hors du salon. Les hommes ont été battus à coups de canne et expulsés du salon, devant une foule de badauds étonnés », rapporte le site.

Une délégation féminine saoudienne à Londres

« Pour les athlètes saoudiennes, les jeux ne sont plus un mirage », **Le Monde** du 24 mars consacre une page à l'Arabie saoudite, « l'un des trois derniers pays à n'avoir jamais envoyé de femmes aux JO ». Le quotidien indique que le pays va « dépêcher une délégation féminine » et dresse le portrait de Dalma RUSHDI MALHAS, une cavalière qui devrait en faire partie. **Le Monde** revient également sur le rapport publié en février intitulé « Les pas du diable : L'Arabie saoudite refuse aux femmes et aux filles le droit de pratiquer un sport » dans lequel l'association **Human Rights Watch** dénonçait la politique discriminatoire systématique à l'encontre des femmes dans les domaines du sport et de l'éducation physique mené par l'Arabie saoudite (synthèse du 21 février). Mais pour **Le Monde**, qui place en exergue cette petite phrase de la mère de la cavalière : « Dalma est devenue un espoir pour toutes les femmes d'Arabie saoudite ».



Lutte contre les violences

« Vous n'avez rien à faire en cour d'assises, Madame »

« Vous n'avez rien à faire en cour d'assises, Madame » c'est par ces mots que l'avocat général a demandé au jury de la **cour d'assises du Nord** de proclamer l'innocence et l'acquittement d'une femme ayant tué son mari après des années de violences conjugales. « Elle tue son mari au couteau, elle est acquittée aux assises » titre **Le Monde** des 25-26 mars. Le quotidien du boulevard Blanqui revient sur cette « histoire de violence et de misère que jugeait la cour d'assises du Nord ». « Mais un procureur et un jury en ont fait une leçon de justice » souligne **Le Monde** qui explique que c'est l'indifférence qui était en procès aux assises du nord. Plusieurs journaux consacrent des brèves à la décision du tribunal alors que **L'Humanité** titre « Une femme battue regagne une vie » et rappelle que 28 hommes ont été tués par leur compagne ou leur ex-compagne en 2010, et, que dans 42 % des cas, la victime masculine était l'auteur de violences régulières sur sa partenaire. **Le Monde** profite de cette information pour rendre compte de la campagne de l'association **Femmes en résistance** (« Pas de justice, pas de paix ! », synthèse du 6 mars) maintenant sur **Twitter**. « Le succès d'une campagne contre le viol » souligne le journal qui indique que grâce au mot-clé « jenaipasportéplainte » des femmes peuvent témoigner de leur agression sur le réseau social. Le journal souligne également que l'opération a été polluée par nombre de blagues sexistes ou d'obscénités, ce qui n'avait pas été le cas d'une campagne équivalente en grande Bretagne ajoute **Le Monde**.

Dominique STRAUSS-KAHN mis en examen

Après un déplacement délicat à Cambridge début mars, Dominique STRAUSS-KAHN a préféré annuler sa participation à une conférence à Bruxelles au **Parlement européen**. Des député-e-s européen-ne-s s'étaient en effet offusquées de voir le nom de Dominique STRAUSS-KAHN figurer sur l'agenda d'une conférence organisée au Parlement européen. Ils ont demandé à son président, Martin SCHULZ, de préserver la réputation et le sérieux de l'institution, et d'annuler la venue de Dominique STRAUSS-KAHN ou de reprogrammer l'événement en dehors des bâtiments européens. Une pétition a circulé à ce sujet et des associations de femmes s'étaient mobilisées. Cette affaire est intervenue juste avant que l'ancien patron du Fonds monétaire international soit mis en examen lundi 26 mars pour « proxénétisme aggravé en bande organisée » en marge de l'affaire du Carlton de Lille en France et alors que s'ouvre à New York la procédure civile qui l'oppose à Nafissatou DIALLO.

« Le suicide qui bouleverse la société marocaine »

Alors que la polémique sur le suicide d'Amina enfle au Maroc, **Le Monde** des 25 et 26 mars revient une nouvelle fois que l'affaire et y consacre une page sous le titre « *Le suicide qui bouleverse la société marocaine* ». Le journal explique que le gouvernement dirigé par les islamistes « *est mis en difficultés* ». Le quotidien du soir souligne également que « *interdit en théorie, le mariage des mineures a toujours cours* » au Maroc.

Regards de femmes s'engage pour Asia Bibi

Dans un communiqué diffusé le 20 mars, **Regards de femmes** indique que l'association s'est rendu au 4^e sommet pour les droits humains et la démocratie pour soutenir la Pakistanaise Asia Bibi (synthèses des 12, 22 novembre, 31 décembre 2010 et 3 juin 2011). « *Le 4^e sommet pour les droits humains et la démocratie s'est tenu à Genève le 13 mars 2012, avec cette année, une majorité d'intervenants originaire d'Asie dénonçant les violations des droits de l'Homme dans leurs pays* » explique regards de femmes. « *Toutes les personnes venues témoigner ont insisté sur l'impact positif de la signature de pétition de soutien aux victimes de régimes totalitaires. C'est l'unique moyen d'alléger leur condamnation ou de sursoir à leur exécution* ». **Regards de femmes** annonce qu'une pétition a été mis en ligne par les associations françaises qui ont remis le 8 mars à l'Ambassadeur du Pakistan à Paris une lettre de protestation et un bouquet de fleur pour Asia Bibi.

[Retrouver la pétition pour la libération d'Asia Bibi](#)

Culture, communication

« Silences elles tournent ! »

Comme chaque année le **Festival international de films de femmes (FIFF)** se déroulera à Créteil. Le programme de la cuvée 2012 (34^e édition) est en ligne. Depuis 1979 le FIFF de Créteil accueille des réalisatrices du monde entier, avec près de 150 films qui défendent avec talent le regard des femmes sur leur société. Lieu témoin de débats historiques, le festival reste attentif aux engagements artistiques, politiques et sociaux des femmes dans le monde, à travers leur cinéma. Fidèle à ses engagements pour lutter contre toutes formes de discrimination, de race, de sexe, de culture, de classe sociale, il assume son double héritage envers le féminisme et l'action culturelle, en plaçant l'interrogation sur l'image et les modes de représentations au centre de ses réflexions. A suivre du **vendredi 30 mars au dimanche 8 avril**.

<http://www.filmsdefemmes.com/>



Femmes de pouvoir, femmes politiques au moyen-âge et au début de l'époque moderne

De Boeck vient de publier « Femmes de pouvoir, femmes politiques durant les derniers siècles du Moyen Age et au cours de la première renaissance » de Eric BOUSMAR, Jonathan DUMONT, Alain MARCHANDISSE et Bertrand SCHNERB. « *Dans l'histoire des structures politiques de l'Europe, le rôle des femmes de pouvoir reste encore à l'heure actuelle, pour le moyen âge et le début de l'époque moderne, une réalité trop peu étudiée ou encore trop souvent réduite à ses dimensions purement biographiques ou anecdotiques* » indique le résumé. « *Par ce volume, fruit d'un colloque international organisé en 2006 à Lille et à Bruxelles, les éditeurs apportent leur pierre à cet édifice neuf qu'est la nouvelle histoire du pouvoir au féminin, champ d'études au confluent de la politologie et de l'histoire des femmes et de la famille* ».

Violette and Co, la librairie des filles et des garçons manqué-e-s

Cela fait plusieurs mois que - rongé par le remord - nous nous devons d'avouer à nos lectrices et lecteurs : oui en plus de cinq ans d'existence nous n'avons jamais présenté la librairie **Violette and Co** dans la synthèse. La librairie parisienne a bien été citée deux fois mais c'est maigre...

Violette and Co, selon la présentation en ligne sur le site, « *c'est une librairie de 80 m2 consacrée aux textes et aux images qui mettent en valeur les femmes et les homosexualités sous toutes leurs formes (...) un espace unique où se rencontrent les féminismes, les réalités - et les imaginaires - lesbiens, gais et trans, et toutes les questions de genre* »... Un peu notre sujet quoi. « *C'est un lieu lumineux, chaleureux et animé qui invite toutes celles et tous ceux qui aiment les littératures hors des sentiers battus et qui s'interrogent sur nos sociétés. Nous y proposons des ouvrages attachants, rebelles, sensuels, attirants... des références essentielles, des nouveautés incontournables et, pourquoi pas, des classiques de demain* » indique la présentation. La librairie propose également chaque mois des rencontres littéraires, des lectures, des débats ainsi que des expositions. Un programme que l'on retrouvera sur le site de la librairie ainsi que la sélection des nouveautés ou les commandes en ligne pour celles et ceux qui ne sont pas à Paris. « *Violette and Co, la librairie des filles et des garçons manqués... et de leurs ami-e-s !* ».



[Visiter le site de la librairie Violette and Co](#)



« Le royaume des femmes. Voyage au cœur du matriarcat »

Pour nous changer du patriarcat, on lira « Le royaume des femmes. Voyage au cœur du matriarcat » de Ricardo COLER aux **Presses de la Cité**. « *Les Mosuo sont l'une des dernières sociétés matriarcales au monde* » explique le résumé de l'éditeur. « *En 2006, le journaliste argentin Ricardo Coler a séjourné parmi eux pendant plusieurs mois. Il souhaitait voir de ses propres yeux le fonctionnement d'une communauté dans laquelle les femmes ont le pouvoir, où l'homme et la femme ne vivent jamais en couple. Une société dans laquelle les enfants ne savent pas ce qu'est un père. Une société aux antipodes de la nôtre et qui, pourtant, semble fonctionner parfaitement. Un témoignage captivant qui bouscule les idées préconçues sur le féminin et le masculin* ».

Russie : « Dieu et Poutine contre trois punkettes »

« *Dieu et Poutine contre trois punkettes* » titre **Libération** du 26 mars annonçant que la Russie de Poutine n'aurait « *Pas de pitié pour les impies* ». « *Nadejda TOLOKONNIKOVA, Maria ALEKHINA et Ekaterina SAMOUTSEVITCH risquent sept ans de prison pour avoir chanté une chanson anti-Poutine dans la principale cathédrale de Moscou* » rappelle le quotidien. C'est le 21 février, que les trois membres du groupe de punk-rock féminin **Pussy Riot** (« *l'émeute des chattes* » ?) cagoulées, se sont mises à sautiller pendant une minute devant l'iconostase de la cathédrale du Christ-Sauveur en chantant par exemple à tue-tête : « *Vierge, mère de Dieu, chasse Poutine* ». Le groupe russe de rock **Pussy Riot** est souvent qualifié dans les commentaires de groupe ou de collectif féministe, leurs combats se concentrent autour du droit à l'avortement, l'antisexisme ou la lutte pour les droits LGBT...



Agenda

Le communisme, le féminisme et la banlieue ou les itinéraires de Muguette Jacquaint

L'association **Périphéries** organise une séance au cinéma l'Etoile de La Courneuve le **samedi 31 mars** à 20 h 30, pour mêler, « à plusieurs voix, l'analyse, l'hommage et le témoignage » autour de la militante Muguette JACQUAINT. « A partir d'extraits de films, de photos, de rushes, rares ou inédits, nous explorerons l'histoire ouvrière sur plus d'un demi-siècle en insérant dans un contexte historique précis et dans un territoire, la Seine-Saint-Denis, l'histoire d'une vie particulière, celle de Muguette Jacquaint » indique le programme.

[Pour en savoir plus sur le site de l'éducation populaire en Seine-Saint-Denis](#)

Voix de femmes pour chants d'amour

Le **samedi 31 mars** Samira KADIRI, Bégonia OLAVIDE et Vanessa PALOMA se produiront à l'**Institut du Monde arabe** accompagnées par un ensemble féminin, dirigé par Zakia YEKHLEF. Il s'agit là d'un événement mettant à l'honneur les femmes et leurs voix à travers les chants d'amour du bassin méditerranéen. Cette initiative exceptionnelle met en scène trois chanteuses issues de milieux culturels différents, mais partageant la même passion artistique. Ces cantatrices de renommée mondiale ont eu des parcours différents et se retrouvent unies pour célébrer la féminité, quelle que soient les cultures et les traditions.

15^e Printemps lesbien de Toulouse

Du **dimanche 31 mars au samedi 28 avril** se déroule le **15^e Printemps lesbien** de Toulouse. « *Embarquement pour la planète lesbienne : expos, films, concerts, slams, rencontres, performances, rendez-vous gourmands et festifs, bref, de la vie, de la politique, de la culture, à travers la production de créatrices de pensées, d'images, d'histoires, qui donnent corps aux lesbiennes* ».

[Retrouver le programme du Printemps lesbien](#)



« Survivre à l'austérité : Femmes en lutte contre la dette »

« *En Grèce, au Portugal, en Irlande, des femmes ont créés des comités contre la dette et nous ?* » plusieurs associations organisent une réunion publique sur le thème « Survivre à l'austérité : Femmes en lutte contre la dette. France - Europe – Monde » le **vendredi 13 avril**, salle Eugène Hénaff (29, boulevard du Temple - 75003 Paris). Interviendront notamment Christine VANDEN DAELEN (CADTM et MMF Belgique), Christiane MARTY (ATTAC France), Françoise NAY (Comité de défense des hôpitaux et maternités de proximité) Anna AZARIA (Organisation de Femmes Egalité) et Andjelani KASSEYET (Marche Mondiale des Femmes).

Pour information, cette synthèse est réalisée à partir d'alertes d'actualité internet, de la surveillance des sites institutionnels français, ainsi que d'une sélection de sites associatifs francophones, des informations et documents reçus par le bureau de l'animation et de la veille et d'une sélection de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale. - Photos © DR

Direction générale de la cohésion sociale – Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
Bureau de l'animation et de la veille - dgs-sdfe-synthese@social.gouv.fr - <http://www.femmes-egalite.gouv.fr/>